

Entretien avec Laurence Fontaine

Ancien Régime : tout le monde COMMERCE !

Laurence Fontaine

Débridé, incertain, maléfique, facteur de déséquilibres sociaux. A notre époque, et plus encore depuis la crise de 2008, le marché est accusé de tous les maux et le capitalisme fait figure de modèle économique dépassé. Laurence Fontaine se propose de repenser l'objet « marché » en le dépouillant des poncifs dont l'histoire l'a lesté depuis le Moyen Age. En explorant les pratiques de l'Ancien Régime, elle montre que le marché a joué un rôle crucial dans le processus de conquête sociale des plus démunis.

L'Histoire : Comment voyait-on jusque-là le marché dans l'Ancien Régime ?

Laurence Fontaine : Nous vivons encore sur la vision que nous a léguée Fernand Braudel dans son grand livre *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* (Armand Colin, 1979). Il découpe le monde de l'échange en trois strates : tout en bas, le fourmillement des minuscules acteurs largement hors du marché. C'est le règne de l'autoconsommation paysanne avec ses entrées ponctuelles dans le marché local. Dans ce même marché, se retrouvent les multiples acteurs des menus échanges, les artisans itinérants tels le rempailleur, le ramoneur et les colporteurs qui regagnent leurs villages pour les moissons. A l'étage intermédiaire, domine le boutiquier, soumis à la loi de la concurrence. Il incarne l'économie de marché, probe et honnête, celle dont le monde ne peut se passer. Et, au sommet de la pyramide, le capitalisme prospère, celui des grands marchands. Ce que Braudel appelle « *l'économie B* », « *le visiteur du soir* », celui qui triche et manipule tous les autres acteurs.

Cette description des mondes marchands est donc faite de strates hiérarchisées qui laissent peu de place à la dynamique transversale des réussites individuelles, accoucheuses de ces réseaux qui, du petit migrant du monde paysan au commerçant ayant droit de bourgeoisie et prêteur occasionnel des grands, lient en une chaîne d'intérêts les trois strates soigneusement imperméabilisées par Braudel.

L'H. : Vous voyez de la fluidité là où Braudel structure son modèle en étages étanches. Pour vous, tout le monde commerce dans l'Ancien Régime...

L. F. : Oui. En réalité, ces trois étages sont totalement perméables dans la mesure où le marché fait partie des stratégies de survie des pauvres, de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre selon les définitions de l'époque - on ne parle pas ici des déchus ou des vagabonds, mais de 70 à 80 % des habitants, qui n'ont d'autre fortune que leurs revenus et qui, sans aucun patrimoine ni aucune avance, vivent donc dans une situation extrêmement précaire. Ceux-là n'ont d'autre choix que de développer d'incessantes stratégies pour tenter de traverser les crises, la maladie ou le chômage qu'ils ne manqueront pas de rencontrer. Ils entretiennent de multiples réseaux de relations qui sont autant de réseaux d'entraide, ils ont des stratégies de crédit et d'épargne très complexes dans lesquelles l'acquisition d'objets a un double rôle : constituer une épargne et les mettre en gage en cas de besoin. Autour d'eux se développe une

petite économie financière qui aide aussi à fournir le capital nécessaire pour acquérir quelques marchandises à revendre ou la matière première dont ils tireront un petit artisanat. Voyez les soeurs Toutain qui se font arrêter le 16 mai 1796 pour avoir vendu sans patente des vêtements à la foire de Meaux. On comprend qu'elles confectionnent dans de vieux effets de menus habits d'enfants et vendent aussi des marchandises que leur a confiées une fripière. Elles sont nombreuses, les femmes comme elles dans l'Europe du XVIIIe siècle.

Les économies d'Ancien Régime sont des économies de la circulation, plus que de la production, où tout se recycle et où les marchandises suivent de longues chaînes d'intermédiaires. A Paris, par exemple, il y a environ 3 500 tailleurs et couturières, 700 fripiers, autant que de marchandes lingères, et 6 000 à 7 000 revendeuses. D'ailleurs, les autorités des foires et marchés, en France, ne cessent de se préoccuper de réglementer la foule des revendeurs pour éviter qu'ils n'achètent en masse avant l'arrivée des consommateurs et pour que les prix restent à des niveaux raisonnables.

L'H. : Qui dit circulation dit migration. Quelle est la part, dans l'Ancien Régime, des échanges à grand rayon d'action ?

L. F. : On reste trop souvent sur l'idée que dans l'Ancien Régime les gens du peuple circulaient peu. Les contre-exemples sont pourtant nombreux. Entre la ville, la montagne et la campagne, tout repose sur la migration. Des familles qui ont ouvert boutique dans les principales villes de l'Europe font travailler au rayonnement de leur commerce les hommes de leurs villages d'origine. Ceci avait échappé aux historiens, respectueux des classifications qui ne mélangent pas marchands sédentaires et marchands ambulants, pris dans la problématique des économies mondes qui distinguent des centres et des périphéries. Pourtant, ces acteurs apparemment mineurs venus de zones excentrées construisaient, dans l'ombre, une autre modalité d'intégration du commerce, du local à l'international. Suivre ces petits, ces humbles, originaires de Savoie, d'Écosse ou du Cotentin, et s'attacher à reconstruire leurs liens sociaux au long de leur migration, permet de montrer que des villages d'altitude, comme d'autres terres de confins, ont su se déployer en diasporas marchandes sur de vastes territoires. Ces marchands-migrants vivent de leur capacité à connaître les besoins des populations, à contourner frontières, interdits et règlements instaurés par les sociétés à statut.

Quand on étudie ces réseaux de migration, on retrouve les familles des mêmes villages. Dans les bourgs autour du col du Lautaret - La Grave, Besse, Mizoen -, grâce aux archives notariales, aux inventaires après décès dressés dans les villes où les familles ont ouvert boutique comme Lyon ou Paris, grâce aussi au livre qu'un marchand protestant de La Grave, Jean Giraud, a tenu en 1687, après la révocation de l'édit de Nantes et avant sa fuite pour la Suisse pour récapituler l'état de ses biens. On met au jour un réseau marchand qui se déploie entre l'Italie, la Suisse, la France, l'Espagne et le Portugal. Les réussites peuvent être colossales. A ce titre, celle des Brentano, bien intégrés au début du XVIIe siècle à la société bourgeoise et cultivée de Francfort alors que leurs ancêtres sont de petits marchands ambulants d'un village lombard, est emblématique (*cf. p. 10*). Toutefois, l'histoire de cette famille n'a rien d'exceptionnel : on peut en citer de haut en bas de l'arc alpin.

L'H. : Le marché, même pour les plus pauvres, peut être une occasion d'ascension sociale. Est-ce à dire qu'il n'y a pas de petits profits ?

L. F. : Tout est lieu de commerce. Dans les auberges par exemple, à la ville et à la campagne, on ne fait pas que boire. Les colporteurs qui y dorment en profitent pour étaler leurs affaires et

les vendre. Des femmes y entrent, les bras chargés de paniers d'où elles sortent des nippes et des petits objets qui trouvent preneurs. C'est dans les auberges également qu'on peut négocier un travail.

Longtemps, les pauvres ont été étudiés du point de vue de la seule charité. Les historiens se sont trop gardés d'observer leurs stratégies de survie dans un monde sans retraite et sans protection sociale qui les oblige à passer par des réseaux de solidarité grâce auxquels, vaille que vaille, les mieux lotis finissent par s'en sortir. Comme le fait valoir Figaro au comte dans la pièce de Beaumarchais, les pauvres doivent passer leur vie à étaler ruse et intelligence, à jouer sur divers rapports de force et astuces, pour ne pas sombrer : « *Perdu dans la foule obscure, il m'a fallu déployer plus de science et de calculs pour subsister seulement, qu'on n'en a mis depuis cent ans à gouverner toutes les Espagnes.* » Une de leurs tactiques est de développer la polyactivité et d'entrer dans le plus de marchés possible. Par exemple à Göppingen, petite ville entre Stuttgart et Ulm, lorsque Ernst Jacob Vayhinger, qui a vécu entre 1729 et 1791 et a tenu une chronique entre 1756 et 1784, se marie, son père lui offre un métier à tisser. Le jeune couple s'installe d'abord dans une petite pièce, gagne un peu d'argent, ce qui lui permet d'acquérir d'autres machines, puis d'acheter un étage de la maison. Comme beaucoup, il met ensuite une chambre en location, ce qui lui permet de louer un lopin de terre à la mairie et d'y cultiver un peu de blé et de légumes (pour sa consommation propre ou pour la vente, selon le cours du grain). Il se lance en même temps dans le marché du luxe (l'élevage de pigeons d'abord, puis de canaris), ce qui lui assure certaines années jusqu'à un cinquième de ses revenus.

Ce que l'on constate en étudiant les pauvres, c'est que plus l'on se rapproche des villes, mieux ils ont capacité à s'en sortir, et ce justement parce qu'ils ont accès au marché.

L.H. : Mais en cas d'« accident de la vie », où les pauvres peuvent-ils trouver de l'argent ? Comment se le procure-t-on et qui fait crédit dans une société où le prêt à intérêt est en principe interdit par l'Église ?

L. F. : Comment interdire quelque chose dont tout le monde a besoin ? Partout, une économie financière informelle et usuraire se développe, dans laquelle chacun est plus ou moins partie prenante. Parallèlement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, banque et marchandise restent liées. Une fois encore, la finance locale est une ressource ultime et vitale pour le petit peuple à une époque où il est menacé au moindre retournement de tendance d'une économie toujours précaire. Il faut emprunter coûte que coûte quand la crise est là pour tenter de la traverser. L'activité a beau être illicite, le crédit s'impose comme une nécessité. L'époque moderne le démontre à l'envi : les gens du peuple sont tout à la fois créanciers et débiteurs, ils donnent comme ils prennent des objets en gage selon les occasions. La société tout entière est traversée par la dette. Les gens les plus modestes s'endettent pour franchir une mauvaise passe ou pour réunir le capital, si maigre soit-il, nécessaire à toute entreprise marchande, si humble soit-elle.

Dans le Paris du XVIII^e siècle, autour des Halles, des usuriers prêtent chaque semaine aux femmes l'argent indispensable à l'achat des quelques denrées qu'elles s'appêtent à colporter et exigent d'elles une caution solidaire. Louis Sébastien Mercier, contemporain des encyclopédistes, raconte cela avec talent dans son *Tableau de Paris*. Une salle sordide, près des Halles, et, accroché au mur, un crucifix. L'usurier, accompagné d'un individu qui fait office de greffier, s'adresse aux poissardes présentes en se faisant passer pour aussi peu riche qu'elles et leur explique qu'il va leur distribuer à chacune une pièce de 1 écu qu'elles

s'engagent à rembourser. Si l'une vient à manquer à son serment, prêté devant le crucifix, ce sont les autres qui rembourseront à sa place. Ce prêt « à la petite semaine » est très répandu dans le commerce de l'alimentation. Et personne ne s'en plaint. Au contraire ! Tout le monde y trouve son compte, si bien que, devant les tribunaux, des clients d'usuriers en viennent à défendre leurs créanciers pour continuer leur petit négoce. Pour eux, c'est une question de survie, là encore. *Mutatis mutandis*, nous retrouvons peu ou prou le schéma qui a conduit Muhammad Yunus à la fin du XXe siècle à concevoir le microcrédit permettant à des artisans du Bangladesh d'échapper à des usuriers qui leur confisquaient la totalité de leur production et de recourir à des prêts à des taux raisonnables qui leur laissent la possibilité d'accéder au marché. Ce qui lui a valu le prix Nobel de la paix !

L.H. : « Le marché, écrivez-vous, ouvre un espace de choix et d'expression individuels. » Est-ce vrai aussi pour les femmes ?

L. F. : Les femmes sont soumises à une double dépendance : celle de leur statut qui les infériorise et celle de la société patriarcale. Il suffit d'observer l'itinéraire de celles qui acquièrent un peu d'indépendance pour saisir le lien entre cette autonomie relative et l'absence des hommes, soit qu'elles sont veuves, soit que leurs maris se sont embauchés loin ou sont partis à la guerre. La « femme marchande » est ainsi une femme qui « tient boutique » et qui, par là même, gagne des libertés juridiques, comme celle d'aller en justice, d'administrer ses biens, etc. Moyennant quoi elle répond de tout contrat et de toute dette. Ses biens propres, mais ceux de son mari aussi, sont engagés par son activité comme une conséquence de la liberté qui lui est accordée de faire son commerce. Pour cela, elle n'a pas besoin d'une autorisation, elle n'a qu'à l'exercer « au vu et au su » de son mari, lequel peut à tout moment user de son droit pour faire cesser la situation.

Ici encore, on peut établir un rapprochement avec ces jeunes femmes de Nouakchott aujourd'hui que leurs maris, plus ouverts que d'autres, laissent partir deux fois par an pour Dubaï où elles achètent des sacs et de la confection qu'elles rapportent par bateau en Mauritanie et qu'elles revendent sur place. L'argent gagné permet au ménage d'améliorer son quotidien et à la femme de trouver une voie d'émancipation. Là-bas également, le marché transforme progressivement les rôles sociaux et desserre l'étau de la société patriarcale.

L.H. : Dans l'Ancien Régime, le marché est-il plus vertueux qu'aujourd'hui ?

L. F. : Le marché n'est jamais vertueux. Il est le lieu de toutes les tricheries et de toutes les violences. Et cela n'a pas à voir avec les valeurs que véhicule l'économie de marché, mais avec la condition humaine : dès qu'une possibilité s'ouvre, il y a toujours quelqu'un pour en profiter, tricher ou s'arroger un avantage asymétrique qui lui conférera une position de force. Petits ou grands marchands, beaucoup essaient de jouer sur les qualités, les quantités, les prix, les monnaies, et de s'affranchir des règles. A Dinan, en 1745, on se plaint au maire qui est alors à Paris que la police est négligée, les rues pleines de boue et que les prix fixés ne sont pas respectés : « *Le boeuf communément mauvais se vend 6 sols la livre, alors que l'arrêt de police du 17 juin l'a fixée à 4 sols 8 deniers* », et le correspondant d'ajouter « *qu'à Dinan le veau et le mouton n'ont point de prix déterminés, qu'à l'égard du pain, on le marchande... le poisson, la volaille et le gibier ne sont point apportés au lieu destiné pour les vendre. Les regrattiers les achètent à l'entrée des faubourgs, en sorte que les habitants n'en peuvent avoir de la première main* »¹.

L'histoire des marchés se confond avec celle de leur régulation et de leur encadrement juridique. Celle des marchés alimentaires, par exemple, raconte le long combat pour préciser les contenances, pour imposer des balances qui ne soient pas fautives, pour interdire aux marchands de les acheter d'occasion et pour les obliger à les utiliser éloignées du corps afin qu'ils n'ajoutent pas du poids en les touchant. L'histoire de l'argent est aussi celle d'une certification par les autorités à seule fin, avec la frappe des monnaies, de contrôler leur poids en métal et de lutter contre le rognage et les falsifications qui peuvent altérer la composition des métaux.

Plus globalement, outre la fraude, il faut combattre le monopole, la corruption, le lobbying et le conflit d'intérêts car les enjeux de la lutte pour la non-régulation des marchés, voire pour une régulation tout à l'avantage des marchands et des industriels, sont tels que ces derniers ont toujours cherché à gagner des puissants, des hommes politiques à leurs vues. Braudel montre ainsi, à travers une affaire d'accaparement de produits laitiers dans la ville de Bordeaux, relatée dans un rapport au conseil de commerce en 17082, l'échec de la volonté du roi de casser un monopole. Le rapport dénonce « *le corps[...] fort nombreux* » des « *marchands de beurre, fromage et autres marchandises de bouche[...] vulgairement appelés graisseux à Bordeaux* » qui, regroupés en « *société secrète* », avaient fait à la déclaration de la guerre de Succession d'Espagne en 17013 « *de gros magasins de ces marchandises* », les vendant ensuite à prix fort. Pour y parer, le roi accorda des passeports aux étrangers afin que ceux-ci apportent ces denrées en France et en fassent baisser les prix. Mais les « graisseux » ont alors acheté « *toutes les cargaisons[...] de cette espèce qui venaient dans le port* ».

Le combat est rude entre les aristocrates qui veulent être jugés par les tribunaux ordinaires qui jugent selon la qualité des prévenus, c'est-à-dire leur statut social, quand les marchands veulent étendre à tous les juridictions marchandes qui jugent sur la réalité des affaires. Sauf dans les pays marchands comme l'Angleterre et les Pays-Bas, ce combat tournera à l'avantage des aristocrates jusqu'à la fin des sociétés d'ordres.

L.H. : C'est cependant dans ces sociétés marchandes qu'on voit éclater les premières « bulles financières ». Comment expliquer un épisode aussi surprenant que le « krach de la tulipe » ?

L. F. : L'épisode de la « bulle de la tulipe » au XVIIe siècle aux Pays-Bas est en effet fascinant. Il se produit dans la première république marchande de l'Europe et met en lumière une série d'enjeux, politiques, sociaux, religieux, commerciaux, sans lesquels on ne peut comprendre cette soudaine et éphémère montée de fièvre enflammant une société entre 1636 et 1637.

Que s'est-il passé ? A la fin du XVIe siècle, les aristocraties se prirent d'engouement pour une fleur venue d'Orient, qui ne s'épanouissait que deux petites semaines au printemps. Certaines tulipes - celles touchées par un virus qui leur donne des couleurs extraordinaires - devinrent une rareté que les amateurs de fleurs, collectionneurs ou aristocrates voulaient acquérir. De grands marchands dont beaucoup avaient fui Anvers tombé aux mains des Espagnols en 1585 se sont réfugiés dans les villes des Pays-Bas du Nord qui avaient su attirer des marchands de toutes les confessions dont une minorité protestante, très refermée sur elle-même, les mennonites, qui jouent un rôle primordial dans cette affaire. Ils ont apporté leurs réseaux et leur savoir-faire et envoyé des navires chercher ces merveilles dont la haute société européenne s'était entichée. Ce commerce s'est développé dans une société majoritairement calviniste qui avait perdu le pouvoir et cherchait à le reconquérir. Une société où se distingue aussi une

aristocratie marchande encline à la recherche effrénée des profits les plus gros et les plus rapides mais jalouée par une classe marchande plus modeste. A partir des années 1620, le prix de l'oignon de tulipe ne cessa de grimper pour s'envoler au début de l'année 1637. En 1623, un bulbe pouvait être vendu 1 000 florins, le prix d'une oeuvre d'art ou d'une maison. Certains atteignirent jusqu'à 5 200 florins au moment du « krach », en février 1637. Or l'objet était conditionnel : un bulbe passait la majorité de l'année sous terre, sans que l'on pût s'assurer de ce qui allait se passer au moment de la floraison ou même s'il était volé. Le tout dans le contexte incertain d'assauts répétés de la peste et de guerre avec l'Espagne. En 1637, la vente eut lieu en février. Les enchères s'ouvraient donc sur des objets invisibles, et l'achat devait reposer sur la confiance. De surcroît, les calvinistes inondèrent la ville de libelles dénonçant ce commerce. Et la confiance s'effondra : les acheteurs refusèrent d'honorer leurs engagements et s'ensuivirent de nombreux litiges avec arbitrages et parfois procès.

La « bulle de la tulipe », dont il ne faut pas sous-estimer la complexité et que l'on a étudiée jusqu'à très récemment à partir d'une unique vente aux enchères et d'un unique récit bien postérieur, permet de poser des questions diverses : sur la fixation des prix d'une marchandise, sur la valeur intrinsèque d'un produit qui accède brutalement au rang d'une oeuvre d'art, sur la réalité de ce « *commerce du vent* », sur les conflits entre religion dominante et religion minoritaire et au sein d'une même caste marchande, sur l'équilibre du pouvoir dans une république enrichie par la mondialisation des XVI^e et XVII^e siècles, où 1 % des plus aisés détient un bon tiers de la richesse nationale au moment de la bulle (il en détiendra la moitié en 1700).

L.H. : Les hommes des Lumières ont pensé le marché, Turgot, Condorcet, Adam Smith, bien sûr. Pourquoi étaient-ils si optimistes ?

L. F. : S'ils se rejoignent dans leur détestation de la société à statuts et de ses privilégiés, ils se distinguent sur leur appréciation du marché. D'un côté, un Rousseau le rejette, rêvant de sociétés paysannes autarciques où chacun vit d'une honnête suffisance, quitte à refuser la circulation de l'argent. De l'autre, ceux qui, avec Smith et Condorcet, tiennent le marché pour un instrument de liberté et d'émancipation sans pour autant en être les dupes. Leur réflexion vise à séparer les logiques du marché, bonnes et mauvaises, des usages qui en sont faits.

Adam Smith ne méritait donc pas la réputation de chantre du libéralisme qui lui a été faite. Il fixait à l'« économie politique » deux objectifs distincts : d'une part, procurer au peuple un revenu ou une subsistance abondante ou, pour mieux dire, de le mettre en état de se procurer lui-même ce revenu et cette subsistance¹ d'autre part, fournir à l'État un revenu suffisant pour le service public. Ce programme qui lie intimement politique et économie est bien loin de l'image négative que l'on fait habituellement de Smith et qui remonte, au moins en France, à Jean-Baptiste Say. Dans son *Traité d'économie politique*, au début du XIX^e siècle, il reproche à Smith de se livrer à « *une suite de démonstrations qui[...] en ont plongé un bien plus grand nombre dans ce gouffre où les idées vagues et hypothétiques, les imaginations extravagantes, se débattent un certain temps avant de s'engloutir pour toujours* ». Il lui reproche aussi son « *manque de clarté en beaucoup d'endroits, et de méthode presque partout* » et « *ses longues digressions* », parmi lesquelles la politique de l'Angleterre, l'esclavage, les colonies, les mauvaises conduites des marchands, toutes choses qui n'appartiendraient pas à « *la nature* » des « *choses* »...

Smith a pleinement conscience que la nature humaine transforme le marché en un combat permanent contre la cupidité et il va même jusqu'à penser que les hommes sont capables, plus

que le caprice des rois, de détruire les bienfaits du commerce. Il n'a de cesse de dénoncer la bêtise de ceux qui se sont laissé prendre aux discours des marchands et des manufacturiers, leur abandonnant le monopole de la main-d'oeuvre, du marché intérieur et du commerce des colonies.

Smith est un fervent partisan de la régulation du marché, en particulier des marchés financiers car, pour lui, s'ils sont laissés à eux-mêmes, ils détourneront inmanquablement les capitaux de l'économie réelle. La richesse, dit-il, ce n'est pas l'argent mais le travail. Quand il considère l'évolution de l'Espagne, il montre comment une élite a capté les richesses du Nouveau Monde au détriment de la population. Quant à Condorcet, il se résigne temporairement à ce que le monde économique échappe à toute justice pour préserver la liberté du marché qui vient d'être conquise. Il est le premier néanmoins à concevoir un État social. Et lui aussi prône l'accès des plus modestes au marché, au-delà des inégalités naturelles.

(Propos recueillis par Daniel Bermond.)

Encadré(s) :

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DES BRENTANO

Le parcours des ancêtres de Clemens Brentano, le grand poète romantique de la Lorelei, et de sa soeur Bettina, révèle à quel point la pratique du marché, même très modeste, pouvait être un facteur de réussite sociale. La famille vient de Tremezzo, dans une vallée du lac de Côme. Leurs établissements quadrillaient au XVIIIe siècle l'ensemble de l'Europe du Nord. Ils étaient installés à Amsterdam, Bingen, Bruxelles, Coblenze, Cologne, Constance, Cracovie, Diez, Francfort, Fribourg, Heidelberg, Mannheim, Mayence, Nuremberg, Rothenburg, Rotterdam et Vienne, sans compter les villes où leurs parents avaient ouvert boutique. Les tout premiers sont venus au XVIe siècle comme simples marchands ambulants d'agrumes et d'épices, parcourant villes, foires et marchés jusqu'à ce qu'ils réussissent, au tournant des XVIIe et XVIIIe siècles, à ouvrir boutique en ville. Peter Anton, le père de Clemens et de Bettina, né en 1735 à Tremezzo et mort à Francfort en 1797, choisit de s'intégrer à la société francfortoise en épousant, après la mort de sa première épouse italienne, une veuve, Maximiliane La Roche, issue de la bourgeoisie cultivée et amie de Goethe. L. F.

DANS LE TEXTE

CONDORCET A-T-IL INVENTÉ LE MICROCRÉDIT ?

« Il existe donc une cause nécessaire d'inégalité, de dépendance et même de misère, qui menace sans cesse la classe la plus nombreuse et la plus active de nos sociétés. [...] On peut la détruire en grande partie [...] 1 en assurant à celui qui atteint la vieillesse un secours produit par ses épargnes, mais augmenté de celles des individus qui, en faisant le même sacrifice, meurent avant le moment d'avoir besoin d'en recueillir le fruit 1 en procurant [...] aux femmes, aux enfants, pour le moment où ils perdent leur époux ou leur père, une ressource égale et acquise au même prix [...] 1 enfin, en préparant aux enfants qui atteignent l'âge de travailler pour eux-mêmes, et de fonder une famille nouvelle, l'avantage d'un capital nécessaire au développement de leur industrie [...]. Nous exposerons d'autres moyens d'assurer cette égalité, soit en empêchant que le crédit continue d'être un privilège

si exclusivement attaché à la grande fortune [...] I soit en rendant les progrès de l'industrie et l'activité du commerce plus indépendants de l'existence des grands capitalistes. »

Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain (1793-1794)*, Librairie philosophique J. Vrin, 1970.

DANS LE TEXTE

SMITH CONTRE LE MONOPOLE

« En tout pays, l'intérêt de la masse du peuple est toujours et doit être nécessairement d'acheter tout ce dont elle a besoin, près de ceux qui le vendent à meilleur marché. La proposition est d'une évidence si frappante, qu'il paraîtrait ridicule de prendre la peine de la démontrer, et si les arguties intéressées des marchands et des manufacturiers n'étaient pas venues à bout d'embrouiller les idées les plus simples, elle n'aurait jamais été mise en question; leur intérêt à cet égard est directement opposé à celui de la masse du peuple. »

Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, livre IV, chap. 3.

POUR EN SAVOIR PLUS

L. Fontaine, L'Économie morale : pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle, Gallimard, 2008
Le Marché. Histoire et usages d'une conquête sociale, Gallimard, 2014.

A. Montenach, Espaces et pratiques du commerce alimentaire à Lyon au XVIIe siècle, Presses universitaires de Grenoble, 2009.

J. Petrowiste, A la foire d'empoigne. Foires et marchés en Aunis et Saintonge au Moyen Age, vers 1000-vers 1500, Université francophone d'été Saintonge-Québec/CNRS-Méridiennes, Toulouse, 2004.

Note(s) :

1. Cf. M. Duval, , Royer, 2001, p. 350.

2. Cf. F. Braudel, T. II : , Armand Colin, 1979, pp. 364-365.

3. Celle-ci oppose jusqu'en 1714 la France de Louis XIV aux Habsbourg afin de placer le duc d'Anjou sur le trône à Madrid.